

les Etats-Unis ont retiré tant d'avantages de ce système de protection, et si c'est un tel Eldorado que tout le monde peut y trouver de l'ouvrage, et beaucoup, et à des gages élevés, pourquoi ils cherchent à revenir ici ? Les messieurs de l'Opposition nous présentent même de dépenser l'argent public, non-seulement pour engager les gens à venir ici, mais aussi pour faire revenir ceux qui en sont partis, parce qu'ils ne peuvent vivre là-bas, et les envoyer au Nord-Ouest, où ils s'en vont au taux de 1,000 à 1,500 par semaine.

Sir JOHN A. MACDOMALD — D'Ontario et de Québec.

M. JONES—Oui, et des Etats-Unis aussi. Un grand nombre s'en vont des Etats-Unis au Nord-Ouest. Une grande partie de ceux qui s'y rendent viennent des Etats-Unis.

L'honorable monsieur ne le niera pas, je suppose, puisque l'honorable député de Terrebonne nous l'a encore dit l'année dernière, que des milliers de ses compatriotes qui sont aux Etats-Unis voudraient revenir au Canada s'ils en avaient les moyens. L'honorable député de Terrebonne et ses compatriotes de l'Opposition prétendent que le gouvernement devrait dépenser l'argent public pour faire revenir ces gens-là, et il nous a dit qu'ils ne pouvaient gagner leur vie dans ce pays, si grandement favorisé par la protection.

S'il y a jamais eu un argument favorable à la politique fiscale actuelle, c'est celui que nous fournissent ces faits, et le fait que ces gens-là ont quitté le pays lorsque tout était exagéré de l'autre côté des lignes—ce pays ayant traversé une longue guerre, et lancé dans la circulation une immense quantité de papier-monnaie, et lorsque les gages étaient à un chiffre qui n'était pas naturel et qui ne pouvait pas durer, ils furent alléchés par cette apparence de gains élevés et faciles; mais lorsque la balle eût fait explosion—que les manufactures se fussent multipliées sous le système protecteur, et qu'il eût été fabriqué plus de produits qu'ils n'en pouvaient vendre,—lorsqu'ils se furent tellement protégés qu'ils furent chassés de tous les marchés, alors nous vîmes le spectacle extraordinaire de la fermeture de toutes ces manufactures, et ces gens, qui étaient partis du Canada il y

à quelques années, se trouvant jetés sur le pavé, désirent maintenant y revenir.

C'est là la position dans laquelle se trouvent aujourd'hui les deux pays; et il ne peut y avoir de preuve plus frappante de la sagesse de la conduite du gouvernement actuel, depuis qu'il est au pouvoir, qui a fait du Canada un pays où l'on peut vivre à bon marché, afin de pouvoir attirer les émigrants vers nos rivages.

Les honorables messieurs de la gauche savent que lorsque les émigrants quittent l'ancien monde, ils cherchent naturellement le pays où la vie est à meilleur marché, toutes choses étant égales d'ailleurs.

M. PLUMB—Le meilleur pays est celui où ils obtiennent les gages les plus élevés.

M. JONES—Mais que sont \$2 par jour s'il faut dépenser \$1.75 pour vivre ? Ce qui importe, c'est la faculté de rémunérer le travail, et l'honorable monsieur le sait, si l'idée qu'il (M. Tupper) et ses amis se sont faite de nos grandes ressources dans le Nord-Ouest est exacte,—et je dois avouer qu'il y a beaucoup de vrai dans cette idée,—j'espère que cette entreprise sera couronnée de succès.

Nous avons là des prairies et des champs fertiles qui peuvent recevoir une immense population, et le plus grand encouragement que nous puissions offrir aux habitants de l'ancien monde à venir s'établir dans le pays, n'est pas seulement de leur montrer que nous avons du terrain pour les recevoir sous un climat favorable, mais aussi que les choses nécessaires à la vie ne sont pas à un prix trop élevé.

Aujourd'hui, en Angleterre, on réduit les dépenses autant que possible; et nous savons que, vivant à côté des Etats-Unis, notre politique doit être de démontrer aux gens les avantages qu'ils peuvent trouver à venir s'établir dans le pays; et c'est ce que nous faisons, je suis heureux de le dire.

L'Opposition peut essayer de tromper les gens au sujet de la politique fiscale du gouvernement actuel et de celle des Etats-Unis; mais je suis en mesure d'affirmer que des centaines de gens qui sont partis de la Nouvelle-Ecosse pour aller aux Etats-Unis